

Du bon usage de la Révolution

Un ibériste Portugais en 1868

Caroline Domingues

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/1843>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2006

Pagination : 47-61

ISBN : 2-84516-323-1

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Caroline Domingues, « Du bon usage de la Révolution », *Siècles* [En ligne], 23 | 2006, mis en ligne le 08 avril 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/1843>

DU BON USAGE DE LA RÉVOLUTION UN IBÉRISTE PORTUGAIS EN 1868

L'ibérisme est une idée récurrente dans l'histoire portugaise et espagnole. Petit pays autonome et souverain, le Portugal a longtemps représenté pour l'Espagne une mutilation. À l'inverse, le pays voisin est perçu par le Portugal soit comme une menace, soit à certaines époques, comme une tentation. En 1580, les Portugais reconnaissent successivement pour rois trois souverains espagnols, à savoir Philippe II, III et IV (devenus pour leur propre royaume, Philippe I^{er}, II et III). Mais, en 1640, après soixante années de domination espagnole, ils écartent définitivement la réunification.

Cette tendance ibériste revient pourtant avec plus de force à partir du milieu du XIX^e siècle. Plusieurs raisons expliquent ce retour. En Europe, des mouvements d'unification nationale ouvrent la voie, notamment en Italie et en Allemagne ; ces stratégies géopolitiques, qui visent à constituer de grands blocs nationaux, ont sans aucun doute une

1. Dans la revue *A Península*, en 1852, Amorim Viana écrit : « Nous préférons l'Union Ibérique à la transfusion de la race britannique » (n° 48 du 31 décembre 1852, cité dans Pierre RIVAS, « Utopie ibérique et idéologie d'un fédéralisme social pan-latin », dans *Utopie et socialisme au Portugal au XIX^e siècle*, Paris, 1982, p. 320).

2. D'autres mouvements ainsi que des organes de presse seront créés autour de ce même projet, à Madrid surtout.

3. Il publie en 1851 « Estudos sobre a reforma em Portugal » dans *Obra Completa*, Lisbonne, vol. 1, 1976.

forte influence. Au Portugal, l'ibérisme est, pour ses défenseurs, une solution pour en finir avec la prépondérance anglaise sur le pays¹.

Ce débat autour de l'ibérisme n'intéresse que les intellectuels. Il réunit plusieurs tendances idéologiques, dont deux principales : la monarchique et la républicaine. Cette dernière, qui fait son chemin depuis 1820, acquiert plus de force après la Révolution française de 1848 grâce à l'enthousiasme de quelques intellectuels, de jeunes officiers de l'armée et de quelques parlementaires et journalistes. L'idéal ibérique regroupe à Paris quelque quatre cents Portugais et Espagnols au sein du Club démocratique ibérique. Ils sont, dans leur grande majorité, en faveur d'une solution fédéraliste et républicaine². Ces intellectuels portugais sont attirés par l'Union ibérique, notamment et surtout pour remédier au retard de leurs deux patries, retrouver la grandeur « hispanique » grâce à l'unification tout en préservant l'identité culturelle et politique du Portugal. La seule forme d'organisation obéissant à ces conditions est pour eux la Fédération. Cette conception politique, qui prend exemple sur la Suisse et les États-Unis, représente, pour beaucoup, la solution apte à résoudre tous les maux. José Felix Henriques Nogueira développe, autour de 1850, l'idée d'une république fédérale municipaliste³. Il reste, pendant des décennies, une référence cruciale de la pensée fédéraliste.

La révolution espagnole de 1868 joue, à son tour, le rôle d'aiguillon de l'idée d'union ibérique. La création d'une république fédérée et démocratique devient, pour ces jeunes intellectuels, la seule alternative pour dépasser la décadence politique, économique et sociale dans laquelle se trouvent les deux pays. Dans le droit fil de cette conception politique, Antero de Quental (1842-1891), alors qu'il est encore étudiant en droit, fait l'éloge en 1860, dans un article de la revue *Coimbra Prelúdio Literário*, de l'œuvre de J. F. Henriques Nogueira. Antero de Quental est bientôt considéré comme un des premiers fédéralistes ibéristes et socialistes portugais. Très influencé par Pierre-Joseph Proudhon, Jules Michelet, Ernest Renan, Edgar Quinet et Victor Hugo, il se rend à deux reprises à Paris en 1866 et 1867 afin de connaître la vie et l'organisation du prolétariat. Entre 1868 et 1871, Antero de Quental est l'un des membres éminents de la Génération de 70. Celle-ci s'est formée et a grandi lors de l'essor du débat autour de

la question ibérique⁴. Elle réunit de jeunes intellectuels qui, pour la plupart, marqueront la culture portugaise. Ces intellectuels se retrouvent au *Cenáculo lisboète* qui connaît, entre 1868 et 1871, la période d'activité la plus intense. Le chef de file du *Cenáculo* est sans aucun doute Antero de Quental⁵. L'influence de Proudhon devient alors déterminante⁶.

Moment d'euphorie populaire et révolutionnaire, mais en même temps, période pleine d'incertitudes pour l'Espagne, la révolution espagnole de 1868 symbolise le rejet moral d'une cour, d'une classe dirigeante et d'une façon d'exercer le pouvoir. Elle marque la fin d'une époque par l'épuisement d'un système et de quelques hommes qui le soutenaient. Au *pronunciamiento* militaire s'ajoute en Andalousie et sur le littoral surtout, la constitution de juntas locales. Le programme des juntas, tout en étant plus radical, rejoignait, pour l'essentiel, celui des manifestes liés au *pronunciamiento* : suffrage universel, décentralisation et liberté d'association et de presse, entre autres. Isabel II s'exile. Ce succès révolutionnaire est suivi d'une période d'incertitude concernant le pouvoir et sa forme. Il inspire à Antero de Quental un opuscule de trente-huit pages, *Le Portugal face à la révolution d'Espagne. Considérations sur l'avenir de la politique portugaise, sous l'angle de la démocratie ibérique*⁷, dans lequel il condamne le centralisme dominant la vie politique des deux pays. Il plaide pour une Fédération des républiques démocratiques ibériques. Il développe ainsi, en l'adaptant au cas portugais, l'utopie proudhonienne⁸, les yeux tournés vers les probabilités d'une république en Espagne. Grâce à la persuasion, il lui semble effectivement possible d'envisager, pour le Portugal, une révolution sans violence, dirigée contre la centralisation et l'exploitation sociale. Antero de Quental rédige son opuscule dans une volonté de montrer la voie qui lui paraît la seule acceptable en s'appuyant sur l'expérience des révolutions et des révolutionnaires français.

Nous nous proposons dans cet article de suivre l'argumentation d'Antero de Quental, argumentation fondée

4. Ils s'intéressent aux aspirations des peuples européens et s'inspirent d'Hugo, Michelet, Comte et Flaubert. Parmi eux, il faut citer le maître du réalisme romanesque portugais, Eça de Queiros (1845-1900), sympathisant du parti républicain et peintre féroce des mœurs portugaises.

5. Antero de Quental animera avec Eça de Queiros les « Conferencias do Casino » dont l'objectif était de faire naître au Portugal « un monde nouveau et pur » et de promouvoir « une réflexion collective afin de lier le Portugal au mouvement moderne » (Jean-François LABOURDETTE, *Histoire du Portugal*, Paris, 2000, p. 545).

6. Selon le témoignage d'Eça de Queiros : « Sous l'influence d'Antero, nous avons commencé, la nuit, à étudier Proudhon dans les trois volumes de *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église* » (Oscar LOPES, *Antero de Quental, Vida a legado de uma utopia*, Lisbonne, 1983, p. 35-36).

7. Antero DE QUENTAL, *Portugal perante a revolução de Hespanha. Considerações sobre o futuro da política portugueza no ponto de vista da democracia ibérica*, Lisbonne, 1868.

8. L'opuscule est, en partie, la version « antérieure » de *Du Principe fédératif* (1863) de Proudhon, qui prône le fédéralisme à tous les niveaux de la vie politique et sociale.

beaucoup plus sur le rejet de la centralisation que sur la défense du fédéralisme qui n'apparaît en fait que sous la forme d'une conclusion inévitable et évidente. La centralisation est bien au centre de cet opuscule, l'instrument vilipendé et autour duquel se joue l'argumentation d'Antero de Quental. Au cours de cette réflexion, la France apparaît comme un contre modèle, l'Espagne comme l'espoir d'un renouveau pour l'ensemble de la péninsule et, enfin, le Portugal comme un patient en phase terminale en attente d'un traitement miraculeux. Or l'Espagne voisine semble lui offrir cet élixir. Encore faut-il, et c'est l'objet d'une première partie plus générale autour du concept révolutionnaire, savoir dépasser le temps de la révolution, moment de tous les dangers et dérives.

Que faire d'une Révolution ?

La mission du révolutionnaire, et c'est là qu'elle acquiert son intérêt, se prolonge au-delà de la dite révolution. Celle-ci n'est qu'une première phase, la plus facile. Il s'agira ensuite de construire l'avenir d'une société. Car, écrit-il, « il n'est pas rare de trouver dans l'histoire [...] vingt générations condamnées à l'oppression et à la douleur, seulement à cause d'erreurs ou de trahisons commises pendant ces moments rapides et sinistrement décisifs ». Pour Antero de Quental, la mission du révolutionnaire consiste à « mettre en harmonie, comme dit Proudhon, la politique avec l'économie, de créer un gouvernement qui soit l'expression complète de la vie intime de la nation ». Or, ces actes post-révolutionnaires peuvent donner jour à une « grande époque historique ou à un misérable avortement ». La révolution peut donc ouvrir la voie à une véritable renaissance nationale ou, au contraire, au chaos ; ce dernier naît du décalage entre le gouvernement et la société, entre gouvernés et gouvernants. Ce chaos, pour Antero de Quental, a déjà conduit à la ruine des « civilisations les plus florissantes ».

Vision apocalyptique qu'il brandit au lendemain de la révolution espagnole parce que « c'est dans cet abîme que nous ne voulons pas voir plonger la noble, l'héroïque, l'inspirée Espagne ». Pour éviter ces

écueils, Antero de Quental conseille à l'Espagne d'asseoir ses projets à venir sur les fondements de la philosophie politique du XIX^e siècle et plus spécifiquement de suivre les conseils donnés par « Victor Hugo, Girardin, Crémieux, [...], Tocqueville et Proudhon ». Il plaide pour l'audace, le renouveau et l'innovation :

Espagnols, ne vous emprisonnez pas dans les habits étroits de l'Espagne vieille et rachitique [...]. Chaque moment de l'histoire des peuples a ses formes, son gouvernement, tout comme à chaque âge correspondent des aptitudes, des sentiments, des façons particulières. Vous êtes arrivés à la maturité ? [...] Alors œuvrez comme des hommes ! N'imitiez pas l'Europe pleine d'illusions ou timorée : étonnez-là. N'acceptez pas les conseils de prudence sénile, ne soyez pas des disciples, soyez des maîtres.

La révolution de 1868 serait, pour l'intellectuel portugais, l'aboutissement d'une série de mouvements populaires qui ont conduit le pays vers « le fait le plus décisif de l'histoire de la péninsule [...] : le suffrage universel ». Ce dernier ouvre soudain la voie en Espagne à toutes les éventualités. Il représente, pour Antero de Quental, « le terme ultime et naturel d'une série de mouvements accidentels mais progressifs qui, durant un demi-siècle, ont constitué l'histoire sociale de l'Espagne du XIX^e siècle » et dont le point de départ est la Constitution de Cadix de 1812 qui proclamait « la souveraineté de la nation, la liberté de presse et l'abolition des privilèges en matière d'impôts ». Le pas décisif vers la souveraineté populaire était franchi. Mais cette nouvelle identité politique de l'Espagne qui a désormais pour cadre la démocratie ne peut fonctionner qu'avec de nouveaux outils, les anciennes formules ne valant rien pour diriger ces « dix-huit millions de têtes libres ». Car pour Antero de Quental, désormais, la liberté est le nouveau guide.

Et d'enchaîner en toute logique avec le mot *république* en tant que mise en forme de la démocratie :

Qui dit démocratie, dit naturellement république. Si la démocratie est une idée, la république est le mot ; si elle est une volonté, la république est l'action ; si elle est un sentiment, la république est son poème.

9. Cette unité du territoire, proclamé « un et indivisible » en septembre 1791, constitue en France, le fondement de la conception de la nation. « La centralisation, l’empreinte d’un État présent dans tous les rouages de la vie sociale et intellectuelle, ont fixé les traits profonds d’une société dans laquelle les principes de 1789, pour survivre, ont dû être à la fois protégés, organisés, encadrés et surveillés. Partout le principe électoral dans les fonctions administratives, judiciaires ou religieuses, a laissé la place à la nomination par l’État » (Francis DÉMIER, *La France du XIX^e siècle*, Paris, 2000, p. 17).

10. François FURET, *La Révolution en débat*, Paris, 1999, p. 26-27.

11. Quinet qui a, lui aussi, influencé Antero de Quental mêlait comme autant de termes presque équivalents, ou en tout

52 cas nécessairement liés, centralisation, dictature et terreur. Selon Quinet, en réadoptant les pratiques politiques de la monarchie, « la Révolution française a inoculé à la gauche républicaine elle-même, le virus mortel du pouvoir absolu », (F. FURET, *op. cit.*, p. 57-59).

Le contre-exemple français

Avant d’aborder la forme qu’il juge la seule apte à réunir les conditions de la démocratie, Antero de Quental évoque ce qui, pour lui, représente le contre-exemple, le modèle qui n’a abouti qu’à l’échec : le système français issu de la révolution de 1789. Système mis en place par « les Jacobins, Danton et la Convention », sans oublier Rousseau et Robespierre qui « ont conçu la république comme une dictature permanente, exécutée au nom de la multitude par les chefs de leur école ». « La raison scientifique est facile à trouver », explique-il. Elle est dans la définition erronée de la république et de sa forme. En optant pour une république une et indivisible⁹, concentrant en son centre tous les pouvoirs de décision, l’État français a eu raison du corps social de la nation. On devine à travers ces lignes l’ombre de Tocqueville qui s’était demandé pourquoi la Révolution française avait eu comme résultat principal de parfaire l’œuvre de la monarchie absolue, c’est-à-dire l’État administratif centralisé. Il y voyait le résultat d’une dialectique égalitaire affaiblissant la société au profit du pouvoir central et dont la révolution exprime une sorte d’apogée¹⁰.

Par le biais de la délégation et au nom de l’égalité, l’État « légiférait, administrait, jugeait ». « La délégation est devenue tyrannie », d’autant plus que l’imposition du pouvoir passait par l’emploi de la force¹¹. Le droit s’oppose alors à la liberté, le gouvernement au peuple et « la république tombe trébuchant dans un lac de sang ». Le coupable est sans aucun doute, pour Antero de Quental, les formes d’une république une et indivisible prônée par Rousseau dans *Le Contrat social*. Car selon Rousseau, la défense du peuple et la mise en œuvre d’une société égalitaire passent par l’existence d’un État fort, contrebalançant les injustices qui naissent de la société. Cet État devient vite, selon Antero de Quental, un État despotique parce qu’il concentre tous les pouvoirs. Pour l’intellectuel portugais, ce système « a tué la république » ; Rousseau a plongé le peuple dans l’erreur et abouti à l’échec violent de la république, sans que l’on en comprenne les raisons profondes :

Personne n'a vu que l'unité tuait la liberté, la délégation, l'initiative, l'organisation républicaine, la république démocratique. Personne n'a vu que c'était cette contradiction et seulement elle, qui expliquait le phénomène extraordinaire de la décadence rapide des institutions républicaines, élevées pour être éternelles par l'enthousiasme des foules et abandonnées en peu d'années par ces mêmes foules, sceptiques et démoralisées.

De même, malgré la proclamation du suffrage universel, la révolution représente une autre désillusion, car elle préfère la centralisation à la liberté, au nom de l'unité et par crainte d'un *démembrement* du pays¹². L'unité primant toujours sur la liberté, les dictatures se succèdent. Seuls les protagonistes changent : Napoléon remplace Robespierre en France, Isabel II, Espartero en Espagne¹³. Pour Antero de Quental en effet, la centralisation des pouvoirs et l'unité politique signifient bien la tyrannie et la dictature, alors que l'objectif premier de la révolution est « l'extinction totale de la dictature ». « Tyrannie et dictature de la pire espèce » car elles appuient leur pouvoir sur le droit : « elles sont systématiques, légales, organisées, détruisant l'ordre naturel sous le prétexte de l'ordre politique ». La nation est réduite à « l'état d'un troupeau patient et uniforme à qui, pour unique consolation, on laisse le droit de choisir le berger qui le guide et le chien qui le mord et le mettra en rang ». Naîtra alors l'apathie dans la nation, apathie qui sera développée plus avant dans l'analyse des maux de la nation portugaise.

Selon l'auteur, cette volonté d'uniformité et d'homogénéité de la nation permet d'éliminer tout autre groupe de pouvoir qui entrerait en concurrence avec l'État. Telles des digues contre l'autorité unique du centre, ces groupes permettraient un rééquilibrage des pouvoirs. Or ces digues ont disparu avec la société féodale et n'ont pas été remplacées par un système démocratique ; l'État ne rencontre ainsi plus d'obstacle à ses volontés ; ses décisions se propagent et s'exécutent sans opposition possible. Antero de Quental, qui bannit la société du Moyen Âge fondée sur l'octroi de privilèges et niant toute notion d'égalité, interroge la philosophie politique afin que l'administration publique conjugue égalité et liberté. La réponse réside, pour l'auteur, dans la création de la diversité en lieu et place de

12. Le deuxième cycle de la révolution française, celui du XIX^e siècle, se déroule en effet tout entier dans le cadre de la centralisation napoléonienne dans une parfaite stabilité, jamais ébranlé par aucune révolution. (F. FURET, *op. cit.*, p. 80-81).

13. On voit bien là l'influence de Proudhon qui écrit dans *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle* : « Au lieu de la liberté et de l'égalité économique, la révolution nous a légué, sous bénéfice d'inventaire, l'autorité et la subordination politique » (cité dans Jean LACROIX, *Itinéraire spirituel*, Paris, 1937, p. 66).

14. Là encore, l'influence de Proudhon est patente : celui-ci jugeait en effet que tout État, qu'il soit monarchique ou républicain, portait en lui les germes de l'autoritarisme voire du despotisme ; il suppose l'obéissance et la soumission de la société civile aux gouvernants : par essence, le pouvoir tend à l'anéantissement des libertés. La seule voie est alors la mise en place d'un régime fédératif.

15. Il y a effectivement une très profonde divergence quant au degré de cohésion nationale existant dans les deux États. Au Portugal, le sentiment d'appartenance à l'État, l'idée d'un État défini, a toujours été beaucoup plus fort qu'en Espagne. La structuration centralisée du pays n'a jamais vraiment fait l'objet de fortes contestations, malgré quelques propositions de décentralisation de José Felix Henriques Nogueira surtout. Par contre, en Espagne, le nationalisme espagnol n'a jamais réussi à s'imposer définitivement sur

54 les particularismes régionaux, véritables forces centrifuges réticentes à s'incorporer dans un projet national (Juan Carlos JIMÉNEZ REDONDO, « La proyección extrapeninsular de España y Portugal (siglos XIX-XX) : perspectivas comparadas », dans Hipólito de LA TORRE GÓMEZ et António Pedro VICENTE (dir.), *España-Portugal. Estudios de Historia Contemporánea*, Madrid, 1998, p. 168-169).

l'unité. Cela passe par la formation de centres d'autorité locaux qui partageraient tous une même raison juridique et posséderaient les mêmes droits. Cette forme démocratique est, pour Antero de Quental, la fédération, « unique forme de gouvernement digne d'hommes véritablement égaux, parce que c'est l'unique forme de gouvernement véritablement libre »¹⁴.

1793 avait pour « aspiration » la république indivisible. Aujourd'hui, affirme Antero de Quental, le « credo révolutionnaire » a changé : il s'agit de bâtir la fédération démocratique, seule capable de régénérer et renouveler la vie politique sans violence ni destruction. Autre siècle, autres aspirations. Le rêve unitaire soufflé par « Rousseau, Sieyès, Condorcet, Volney » a montré ses limites : tiraillé entre l'anarchie et la tyrannie, il renie au nom de l'unité l'homme en tant que « citoyen libre ». Ces aspirations unitaires ne durent pas « la vie d'une génération ». Et de citer les exemples romain, florentin et français : « La France, écrit-il, abdique trois fois en moins de cent ans dans les mains de ses chefs populaires et républicains : en 1793, Robespierre ; en 1804, Bonaparte ; en 1851, Louis-Napoléon ».

Face à ce panorama chaotique, deux modèles se dressent en forme de contre-exemple, « colonne de feu dans le désert des misères politiques », deux républiques fédératives : la Confédération suisse en Europe et les États-Unis d'Amérique. « Riches, pacifiques, intelligentes » même si elles ne sont pas encore abouties. La clé de leur réussite est dans la liberté conjugée avec l'égalité. Et Antero de Quental de pointer pour l'Espagne ces deux modèles ; l'Espagne pour qui la fédération est « une réalité séculaire, une tradition de votre sol, un chemin ouvert depuis longtemps et foulé au cours de votre histoire »¹⁵. La tradition « se combine » ainsi avec la philosophie politique du XIX^e siècle pour prôner la fédération ; car selon Antero de Quental, le XIX^e siècle est l'aboutissement politique des XI^e et XVI^e siècles. Soumise à la domination musulmane, l'Espagne du XI^e siècle s'est fragmentée en une vingtaine de royaumes indépendants, les royaumes de « taifas ».

Et au XVI^e siècle, elle a rassemblé un ensemble de petites « républiques » autonomes, oligarchies formées par des groupes de mêmes familles qui occupent de façon héréditaire, les charges municipales. Ils collaborent avec le roi quand cela est leur intérêt mais refusent d'appliquer ses décisions si elles ne leur conviennent pas.

L'infériorité portugaise

Si l'Espagne a déjà fait la moitié du programme, le Portugal, « membre amputé sans nécessité [...] du grand corps de la Péninsule ibérique », voit comme une simple aspiration l'adoption d'une démocratie fédérale. Et Antero de Quental de dresser un diagnostic grave de l'état de santé du pays, une « nation malade » qui « agonise » et dont les maux sont « la langueur, l'affaiblissement » et « l'atonie » dans la société et la vie politique, une atonie qui conduit à la stagnation et à l'incapacité au développement¹⁶. La bourgeoisie est pointée du doigt, cette « classe dépensière et impuissante mais qui a monopolisé, depuis 1834, la direction des affaires, la bourgeoisie nous offre cette paix et liberté apparentes qui ne sont pas autre chose au fond qu'immobilité et indifférence, symptôme de mort proche »¹⁷.

Au niveau politique, là encore, la centralisation est, pour Antero de Quental, l'origine de tous les maux. « La centralisation comme moyen, les intérêts bourgeois comme fin [...]. Aujourd'hui, la bourgeoisie est riche ; la centralisation constituée ; mais le pays, lui, est pauvre, maigre, faible ».

L'espoir renaît sous la forme de la révolution espagnole, étape nécessaire vers la constitution de la fédération pour les deux pays et donc de la démocratie pour le Portugal. Antero de Quental considère le XIX^e siècle comme un siècle charnière. « L'édifice feudal détruit », il restait à conduire le peuple vers la condition de citoyen. Un accompagnement qu'aurait dû mener à bien la bourgeoisie, « se faisant enfin, non pas classe dominatrice, mais simplement classe formatrice ». Au lieu de cela, la bourgeoisie « a préféré exercer la dictature [...] au

16. Dans le roman *Os Maias* (Lisbonne, 1888), Eça de Queiroz fait dire à l'un de ses personnages : « Le Portugal n'a pas besoin de réformes. Le Portugal, ce dont il a besoin, c'est d'une invasion espagnole ».

17. En 1834, dès le nouveau règne de Maria II (1834-1853), le devant de la scène est en effet occupé par un nouveau personnage, le bourgeois enrichi, acquéreur de biens nationaux provenant des confiscations opérées aux dépens des ordres en 1834 et anoblis à la suite de ces acquisitions. Ce sont eux qui constituent, avec la grande bourgeoisie d'affaires, le meilleur soutien de la *Régénération*. Dès leur accès au pouvoir en 1851, les élites de la *Régénération* se livrent à un ensemble de pratiques de clientélisme et de caciquisme qui délégitiment le pouvoir politique dans son ensemble. Ces comportements tendaient à prolonger au pouvoir les élites qui y avaient eu accès avec la *Régénération*.

Voir A. H. DE OLIVEIRA MARQUES, *Histoire du Portugal. Des origines à nos jours*, Roanne, 1978 ; Robert DURAND, *Histoire du Portugal*, Paris, 1992 ; Sérgio CAMPOS MATOS, « Da crise da Monarquia constitucional a Primeira República em Portugal (1890-1910) », dans H. DE LA TORRE GÓMEZ et A. P. VICENTE (dir.), *op. cit.*, p. 53-54.

18. Le thème de la décadence est récurrent chez les intellectuels portugais et espagnols. La dénonciation de ce chaos (avec comme résultat un pays appauvri, ignoré et ignorant) est le fait, en Espagne et au Portugal, de deux générations d'intellectuels séparées par trente années : la portugaise de 70 à laquelle appartient Antero de Quental et l'espagnole de 98. Ces deux générations se séparent également sur la réponse qu'ils vont proposer. Les jeunes intellectuels portugais des *Conferencias do Casino* penchent pour une solution démocratique d'influence étrangère quand les Espagnols du désastre plongent, eux, dans le casticisme. Ainsi Oliveira Martins, écrivain, journaliste et député qui, à son tour, appuiera la république et le fédéralisme peignait tous les monarques de la dynastie des Bragance comme les représentants dégénérés d'une société décadente. Les républicains rendaient également responsables les rois et le régime monarchique, qu'ils considéraient étrangers à la nation, de l'état de décadence dans lequel elle se trouvait. Antero de Quental lui-même se penchera dans une conférence (*Causas da decadência dos Povos Peninsulares nos ultimos três séculos* du 27 mai 1871) sur le sujet dans un essai de critique historique qui analyse la péninsule ibérique comme un tout. Voir H. DE LA TORRE GÓMEZ et A. P. VICENTE (dir.), *op. cit.*, p. 53. En Espagne, le premier ouvrage d'importance sur le sujet est la *Historia de la decadencia de España desde el advenimiento de Felipe III al trono hasta la muerte de Carlos III*,

56 de Antonio CÁNOVAS DEL CASTILLO (voir Miguel Ángel GÓMEZ MOLERO, « Ortega y las autonomías », *Veintiuno*, juillet-août 2001, Miguel DE UNAMUNO, *El porvenir de España*, Madrid, 1912, Angel

GANIVET, *Idearium español*, Grenade, 1896 et Américo CASTRO, *La realidad histórica de España*, Mexico, 1954).

19. LUÍS MACHADO DE ABREU, « Pendências iberistas no século XIX português », *Revista da Universidade de Aveiro*, n° 13, 1996.

profit exclusif de ses intérêts et de ses passions ». D'où, selon lui, la rupture avec le peuple qui conduisit, par exemple, à la révolution française de 1848.

Quant à la bourgeoisie portugaise, elle fut bien, pour l'auteur, par son incapacité économique et morale, la cause première de la décadence et du chaos dans lequel se trouve le pays¹⁸. Antero de Quental dresse ici un tableau des plus sombres de la société portugaise. Il est vrai, précise Luis Machado de Abreu, que l'économie portugaise pèse bien peu à l'échelle internationale et qu'elle dépend de l'extérieur de façon chronique¹⁹. Cette bourgeoisie, qui fuit l'activité et le travail générateur de richesse, se réfugie dans le confort d'un fonctionariat qui se développe au XIX^e siècle et creuse un peu plus la dette publique ; « dette publique qui absorbe de cette façon les capitaux destinés à l'industrie et la production nationales ». Se creuse alors de façon dramatique l'écart entre les consommateurs de plus en plus nombreux et une production de plus en plus affaiblie. Ce déséquilibre explique, pour Antero de Quental, la pauvreté et la dette croissante du pays.

Mais la décadence ne s'arrête pas là. Elle est aussi morale : le capitalisme, la corruption, l'analphabétisme, les inégalités sociales criantes, les finances publiques absorbées par les émoluments des fonctionnaires et les créanciers de l'État, les grandes entreprises dans des mains étrangères, la spéculation au lieu du commerce, l'intrigue à la place du travail et l'oisiveté élevée au rang d'idéal ; tous ces traits de la société portu-

gaïse, brossés sur le mode romanesque par Eça de Queiros²⁰, sont l'œuvre de l'instrument de la décadence par excellence, la centralisation²¹.

Or, pour l'organiser, l'extension de la classe des fonctionnaires est impérative. Organisme monstrueux, véritable pieuvre chargée d'imposer et de contrôler cette solide organisation, véritable bras armé de l'État, elle est, pour Antero de Quental, le « triomphe de la centralisation, son expression la plus complète ». Lorsque la centralisation a « atteint sa plénitude », elle aboutit à ce « qu'une moitié des citoyens surveille, gouverne et corrige l'autre moitié », rendant ainsi possible « la dictature des classes supérieures ».

En somme, résume Antero de Quental, pour payer aujourd'hui cette masse de gens improductifs et coûteux, « il est nécessaire d'hypothéquer sur le futur » et là commence l'escalade de la dette publique d'autant plus que « croissent les exigences de l'État et progressivement diminuent les ressources du pays ». Un nouveau protagoniste public apparaît alors : le fisc. L'État dont l'obsession politique est désormais de trouver des sources de financement « se transforme en une horrible machine à broyer des fortunes, des hommes, des volontés » et prend la forme d'une « tyrannie administrative et fiscale ». L'anarchie menace la société, d'autres groupes politiques intriguent pour accéder au pouvoir et, à leur tour, n'imposent qu'une nouvelle tyrannie.

Antero de Quental propose une argumentation dans des termes parfois très proches de Proudhon pour qui l'État est la « caste des improductifs » et les fonctionnaires, des « parasites ». Celui-ci expliquait en 1850 :

L'État fait des fonctionnaires publics ses propres créatures, d'où résultent le népotisme, la corruption et peu à peu la formation d'une gent officielle, ennemie du travail autant que de la liberté. Nous ne voulons pas de l'État parce que l'État, pour accroître sa puissance extrapopulaire, tend à multiplier indéfiniment ses employés ; puis, pour se les attacher toujours plus, à augmenter sans cesse leurs traitements²².

20. Eça de Queiros (dans *Os Maias*) fait dire à son personnage João de Eça : « Enfin [...] s'il n'y a pas de femmes, on en importera, cela est le recours naturel du Portugal en tout. Lois, idées, philosophie, théories, affaires, esthétique, sciences, styles, industries, modes, fourberies, tout nous arrive dans de grandes caisses par bateau. Avec ses droits de douane, la civilisation nous coûte très cher ».

21. Proudhon déclarait : « Notre malheur vient de l'accroissement continu de la centralisation et du pouvoir [...]. Or chacun sait qu'à tous les points de vue, l'État est le pire des maîtres. La corruption est l'âme de la centralisation ». (*Idée générale* [...], cité dans J. LACROIX, *op. cit.*, p. 73). De même, pour Proudhon, la révolution passait par la prédominance accordée désormais au travail : « C'est le travail qui doit avoir le pas sur la spéculation, l'homme d'industrie sur le philosophe » (PROUDHON, *De la justice dans la Révolution et dans l'Église*, cité dans J. LACROIX, *op. cit.*, p. 83).

22. PROUDHON, *La Voix du Peuple*, 11 janvier 1850, cité dans J. LACROIX, *op. cit.*, p. 61.

Contre cette gangrène, les réformes ne valent rien. Seule une révolution peut extirper ce mal « intime et profond » qui peu à peu ronge le Portugal à son tour. Une révolution qui signifiera la fin de « l'oligarchie bourgeoise » grâce à la démocratie et l'abandon de la centralisation par l'adoption de la forme fédérale. Mais Antero de Quental n'explique pas les fondements pratiques du fédéralisme. Il ne se s'interroge pas non plus sur le moyen et les conditions pour le mettre en œuvre. Ce chemin politique passe d'abord, selon lui, par la proclamation de la république, condition *sine qua non* avant l'aboutissement d'un système fédéral : « la république sort ainsi naturellement de la démocratie ; et de la république, la fédération ».

Une nation sacrifiée ?

Or, face à cet idéal politique et social, rendu possible par la seule révolution, les barrières de la nationalité, artificielles, ne dépassent pas le seuil de la « tradition », voire du « symbolisme poétique dont le sens se perd de jour en jour ». Ce n'est pour Antero de Quental qu'un « obstacle malheureux » né d'une hostilité entretenue entre deux peuples instrumentalisés par et pour les intérêts des minorités au pouvoir. Pour atteindre cet âge d'or de la fédération-républicaine-démocratique, et au nom de la politique de l'ibérisme, la nationalité doit être sacrifiée, le progrès social et politique étant dans la disparition des nationalités espagnole et portugaise.

Mais Antero de Quental sait parfaitement qu'un des principaux arguments opposés celui du patriotisme, nourri d'un nationalisme instillé par les instances du pouvoir et alimenté par la mémoire historique d'un peuple qui vit toujours son existence collective comme une lutte contre la convoitise et la tentation hégémonique de la grande nation voisine. Pour répondre aux accusations de perte d'identité et de mépris du patriotisme et des patriotes, il s'engage dans des définitions aléatoires et subjectives, où il oppose la patrie à la nationalité : si la première est légitime, a un caractère éternel et profond, s'enracine dans la mémoire, l'expérience, le quotidien de chacun, la seconde n'est qu'une illusion,

une fabrication politique, passagère et superficielle. Or, l'idéal politique et social ainsi que la nécessité de « se défendre et de s'affirmer face au monde », doit réunir des « patriotismes frères », le portugais et l'espagnol. Pour le Portugal, explique Pierre Rivas, l'utopie ibériste représente le rêve (l'union fait la force) d'une péninsule transformée, modernisée et capable de mieux se défendre contre d'éventuelles visées impérialistes²³.

Pour être viable, la nationalité doit donc savoir évoluer et se transformer suivant les intérêts et les idéaux du moment. Sinon, elle risque de plonger le pays dans la décadence, situation largement brossée antérieurement. Et Antero de Quental de boucler son argumentation par une injonction radicale : « Soyons intelligents, nobles, forts, soyons des hommes. Cessons d'être Portugais », et de conclure : « L'unique acte possible et logique de véritable patriotisme consiste à nier la nationalité ». Cette conclusion d'Antero de Quental est jugée par Teófilo Braga²⁴ dans son livre *História das ideias republicanas em Portugal*, publié en 1880, comme « monstrueuse », et comme étant une « aberration extraordinaire » propre à nuire à l'idée fédéraliste. Teófilo Braga s'oppose sur plusieurs points à Antero de Quental. Tout d'abord, pour lui, la bourgeoisie représente le groupe le plus avancé du prolétariat ; il était donc absurde de la combattre. D'autre part, les nationalités sont, pour Teófilo Braga, des « produits naturels, stables et indépendants des volontés individuelles »²⁵. Le fédéralisme doit donc, de son point de vue, respecter l'individualité et l'indépendance des différentes nationalités. Malgré le fait qu'il ait un avis favorable sur l'implantation du fédéralisme dans la péninsule ibérique, Teófilo Braga juge sévèrement l'ouvrage d'Antero de Quental. Il estime qu'il porte préjudice à l'idée fédéraliste, et il lui reproche de manquer des connaissances scientifiques suffisantes dans ses théories. Le concept de nationalité et le sentiment patriotique sont les vecteurs fondamentaux de l'idéal républicain portugais, en effervescence dans la décennie 1880, lors du tricentenaire de Camoês et largement défendu dans les œuvres de Teófilo Braga, ce qui explique en partie la véhémence des propos de son auteur contre l'ouvrage d'Antero de Quental et ses conclusions. De même, Oliveira Martins, écrivain, journaliste, député et partisan d'une république fédéraliste, fait de l'ouvrage d'Antero de Quental une lecture similaire

23. L'Espagne deviendrait ainsi le contre-poids face à l'Angleterre (P. RIVAS, *op. cit.*, p. 320).

24. Teófilo Braga est partisan de la fédération, défenseur de la république et premier président du gouvernement provisoire de la République implantée en 1910.

25. Teófilo BRAGA, *História das ideias republicanas em Portugal*, Lisbonne, 1880, citation p. 86.

26. Oliveira MARTINS, *Perfis*, Lisbonne, 1930, p. 53-54, cité dans Maria DA CONCEIÇÃO MEIRELES PEREIRA, « O iberismo de Antero revisitado », *Antero de Quental e o destino de uma geração*, Porto, 1994, p. 233-234.

27. Au Portugal, les rares élèves qui accédaient au secondaire recevaient un enseignement historique avec des manuels qui présentaient les Espagnols comme des envahisseurs potentiels. (J. C. JIMÉNEZ REDONDO, *op. cit.*, p. 198).

28. L. MACHADO DE ABREU, *op. cit.*

29. L'une des protagonistes de ces manifestations anti-castillanistes est l'« Association du 1^{er} décembre » fondée en mai 1861 par quelques monarchistes et militaires. Ils prétendaient

60 donner un caractère populaire à la séparation du Portugal et de l'Espagne de 1640, transposant ainsi de façon anachronique les idées politiques du XIX^e siècle. (J. C. JIMÉNEZ REDONDO, *op. cit.*, p. 202).

30. *Ibid.*

à celle de Teófilo Braga, jugeant la pensée de son auteur excessive et dogmatique²⁶.

Pour plaider la cause de l'ibérisme, Antero de Quental fait le procès de la centralisation. Son propos n'est à aucun moment — comme ont pu le faire d'autres ibéristes — de brosser les points communs entre les deux pays : territoires, histoires parallèles, religion majoritairement catholique, ensemble de traditions communes héritées des siècles passés tant il est vrai que ce catalogue de points communs n'implique pas une identité commune, ni la conscience d'une communauté de destin. Car du côté portugais, l'Espagne continue à représenter un danger, celui de l'annexion. La phrase maintes fois ressassée de deux peuples se tournant le dos est bien une réalité²⁷. Antero de Quental s'en tient donc — est-ce un hasard ? — à vanter les mérites d'un régime juridique d'organisation de l'État différent et censé bénéficier aux deux pays. Le pragmatisme l'emporte sur toute autre considération plus subjective ou d'ordre sentimental.

Idee révolutionnaire perturbatrice de l'ordre politique établi, l'ibérisme d'Antero de Quental, associé aux principes démocratiques de la souveraineté populaire et du progrès des libertés, se heurte surtout à une faible audience et, chez les intellectuels opposés à cette thèse, à la « conviction, explique Luis Machado de Abreu, que l'on était en train d'assister à une manœuvre d'intellectuels et de politiques qui passaient outre le sentiment national et véritable du peuple ». Quelques journalistes et la littérature anti-ibériste s'intéressent à ce thème, rappelant par exemple que déjà en 1580, la trahison vint de la noblesse et du clergé, le peuple demeurant constant dans le rejet de l'union des deux royaumes²⁸. Le sentiment anti-castillaniste a même pris de l'ampleur dans les années 60. La « menace » espagnole fut agitée afin d'encourager le nationalisme portugais²⁹. « Les ibéristes des années 40, 50 et 60, explique Juan Carlos Jiménez Redondo, ont mal calculé en pensant qu'il serait possible de faire oublier l'idée d'une Espagne annexionniste du Portugal en vantant les bénéfices de l'union et l'apparition d'un « idéal ibérique » avec un nouveau rôle dans le monde »³⁰. L'anti-ibérisme, qu'affirme avec force un nationalisme portugais à son faite entre 1868 et 1870, arriva, quant à

lui, à diffuser ses idées parmi de larges couches de la population, grâce à une partie de la presse et à des brochures de propagande. Les nationalistes détenaient surtout le moyen le plus efficace pour propager les idées à ce moment-là : l'Église. L'ibérisme était considéré comme le plus grand des dangers au Portugal et les ibéristes, accusés de travailler pour la franc-maçonnerie.

La fortune politique de l'ibérisme est affectée par les évolutions et les revers d'opinion, voire les contradictions. En effet, certains militants de l'idée ibériste dans la décennie de 1850 se déclarent quelques années plus tard anti-ibéristes. Antero de Quental n'échappe pas à la règle puisque, dès la fin des années 1880, il rédige différents courriers qui montrent le revirement qui s'est opéré chez lui.